



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article76>

Elections en Mauritanie

# Les feuilles mortes au carrefour

- Z - Archives - Présidentielle 2007 -



Date de mise en ligne : mercredi 28 février 2007

---

Union des Forces de Progrès

---

**Ce que la Mauritanie s'apprête à vivre est à classer dans la catégorie de ces événements fondateurs parce que rares et décisifs. En effet, après des échéances électorales (législatives et municipales) sans confusion entre l'Etat et un quelconque parti, la transition va connaître son apothéose avec une élection présidentielle à l'issue inédite : pour une fois, il n'y aura pas possibilité au sortant de demeurer au pouvoir. Cette situation tient en grande partie -exclusivement ?- à la volonté du conseil militaire qui a mis un terme à la cavalcade solitaire, périlleuse et meurtrière du colonel Ould Taya. Les actes posés sont très forts en symboles et donnent l'occasion au pays de vivre un tournant important dans la construction de son système politique. Le peuple doit leur en donner acte. Mais que de frustrations à dresser la liste des attentes insatisfaites et des périls qui planent sur le berceau de cette démocratie naissante !**

Le premier regret que nous nourrirons sera sans doute l'occasion manquée d'en finir définitivement avec l'ordre précédent. Le citoyen mauritanien retiendra avant tout, que le CMJD a laissé l'ex parti Etat et ses barrons s'en aller en toute impunité avec le trésor de guerre accumulé durant toutes ces années passées au pouvoir. La seule perspective de l'utilisation de ce butin pour la reconquête du pouvoir vaudra au CMJD quelques sueurs froides qui le conduiront à susciter des candidatures indépendantes pour affaiblir les chances d'un parti sorti de la torpeur des lendemains de déclin. Cette option laissée aux naguère maîtres et possesseurs de la puissance en Mauritanie fait encore peser quelques menaces sur la sincérité du processus de démocratisation tant les chances et les forces semblent déséquilibrées. Et si les dernières élections ont confirmé la dégringolade du PRD(S)R, la montée en puissance des « indépendants » ex-barons de la Tayanie donne aux proches du dictateur déchu une force indiscutable. Emportés dans l'élan de l'opprimé se rapprochant vertigineusement de la ligne de démarcation, promesse d'un quotidien souverain, nous avons lâché la proie pour l'ombre. Il est naturellement de bon aloi de se féliciter du score fait par les partis de la rupture, ceux qui veulent résolument tourner le dos au régime déchu. L'idée est jouissive en elle-même d'imaginer une assemblée où siègeraient Abdarahmane ould Minni, mouhamed Jemil ould Mansour, Kadiata Malik Diallo, Messoud ould Boulkheir Bedredine, Salah ould Hanane et tant et tant d'autres valeureux représentants du peuple ; mais qu'aurait été le score réel de l'ex opposition sans le soutien, supposé ou réel, de certains hauts responsables de la transition à certaines candidatures « indépendantes » qu'ils auraient suscitées ? Frustration sur le plan économique et politique donc qui frise l'indignation et la nausée au regard d'une autre monumentale ratée : l'occultation du passif humanitaire. En effet, quelque satisfaisant que puisse être le processus de démocratisation, on ne peut oublier qu'il se déroule à l'exclusion d'une frange importante des nationaux exilés, volontaires ou non, aux quatre coins de la planète. L'unanimité faite autour de la question des déportés qui campent aux frontières du pays depuis dix sept printemps et la main tendue des parents des victimes de la tyrannie donnaient pourtant une occasion unique aux héros du 3 août de parachever l'oeuvre de rédemption nationale en organisant le retour des bannis et une consultation nationale pour mieux faire la paix des coeurs. Mais les calculs politiques, le manque de courage politique et l'absence de vision nous feront rater un train décisif dans la construction de la nation. Aussi, l'homme qui aura la charge de présider aux destinées de notre pays devra, à notre sens, prêter une attention particulière aux points suivants :

### 1. le règlement du passif humanitaire.

En s'éloignant un instant des chemins obtus de la pensée universelle, l'on admettra que l'irresponsabilité politique ce n'est pas d'exiger l'enclenchement d'un processus de restitution de la vérité tendant à établir la chaîne des responsabilités dans la difficile question du passif humanitaire. Elle consiste a contrario à se maintenir dans la posture du déni et du mépris souverain de la douleur du peuple dans son ensemble. Il est politiquement contreproductif de s'obstiner à vouloir circonscrire un incendie en ignorant volontairement la braise ardente qui sommeille sous la cendre froide. Ce serait pour mieux s'exposer à une reprise d'incendie plus fulgurante encore que

le feu initial. L'Histoire de l'humanité est remplie d'exemples de retournements de situations spectaculaires. Au Pakistan, Benazir Bhutto qui devient premier ministre, chef de l'exécutif en 1988, n'est autre que la fille d'Ali Bhutto, pendu en 1979 par le général Zia ul-Haq. Plus près de nous (chronologiquement et politiquement) au Chili, la présidente Michèle Bachelet est la fille du général de l'armée de l'air Alberto Bachelet qui avait été arrêté et torturé, avec son épouse et sa fille, par le général Pinochet après la prise de la Moneda en 1973. Comble de l'ironie, elle deviendra ministre de la Défense avant d'accéder à la magistrature suprême trente ans après cette douloureuse expérience. Enfin, le président Kagamé du Rwanda n'a-t-il pas quitté son pays, âgé seulement de deux ans, sur le dos de sa mère fuyant le génocide perpétré par les Hutus contre les Tutsis en 1959 ? Adulte, il s'engagera aux côtés de Museveni et de la NRA (National Resistance Army) avant de devenir chef des renseignements militaires de l'Ouganda. Ceux qui ont persécuté son peuple en 1959 ne devaient certainement pas s'imaginer qu'il reviendrait, en conquérant, sur les terres de ses ancêtres, surtout qu'il s'était fait une position confortable en Ouganda. Erreur fatale ! Il reviendra en 1991, presque trente ans plus tard, perché cette fois non sur le dos d'une mère en fuite mais sur un char. L'enseignement à tirer de ces exemples est que l'issue des relations conflictuelles n'est qu'une question de rapport de force et que la seule manière de les circonscire ou de les prévenir c'est de ne pas les occulter. Nos acteurs politiques seraient bien inspirés de méditer ces exemples. Rien ne leur garanti un rapport de force éternellement favorable. Si cette question ne venait pas à être définitivement soldée, ils auront la lourde responsabilité, devant l'histoire, de l'avoir laissée en héritage aux générations à venir, avec à la clef un face à face entre les fils des victimes et ceux des responsables de cette situation lancinante.

### 2. La Gouvernance.

« Quand l'Etat est fort, il nous écrase. Lorsqu'il est faible, nous périssons », (Paul Valéry).

Le premier des mauritaniens devra s'employer à donner sens et contenu à un Etat malmené par une expérience traumatisante marquée par l'affaiblissement des institutions suite à une gestion solitaire et clientéliste des affaires publiques.

Dans un premier temps, il devra neutraliser les institutions en s'employant lui-même à gouverner en s'affranchissant de ces constructions factices qui sont un mime de la science sans l'être vraiment et que l'on nomme idéologies. Ce sera encore plus urgent dans la définition d'un système éducatif- qui devra avant tout, se concentrer sur les finalités premières de l'école et de la recherche- et de l'édification d'un appareil judiciaire indépendant et neutre qui, seul, garantira auprès des citoyens le sentiment d'égalité et chez les investisseurs la sécurité des investissements. Pour ce, il devra s'entourer de femmes et d'hommes compétents, ayant une vision prospective de la politique juste. L'idée de bannir tous ceux qui ont servi sous l'ancien régime n'est ni soutenable dans son principe ni efficiente dans sa finalité. Mais plus que jamais, l'électeur mauritanien devra se méfier de toute candidature qui hésiterait à proclamer sans ambiguïté la rupture définitive avec l'ordre ancien et l'inscription résolue dans une logique tendant à rendre improbable le retour à une gestion solitaire et opaque des affaires de l'Etat.

Dans un second temps, le premier des mauritaniens devra, en matière de politique économique, se fixer pour objectif la construction d'un tissu créateur de valeur. En effet, il serait illusoire et suicidaire, à l'heure de l'ouverture des marchés à la concurrence mondiale, de continuer à vivre de la rente, en se contentant simplement d'exporter des produits sans valeur ajoutée. Transformer sur place, avant exportation, nos matières premières permettra de créer de la richesse et de l'emploi et réduira notre dépendance des produits importés. Car les observateurs avertis n'ignorent pas à quel point notre économie reste dépendante des importations donc particulièrement vulnérable, y compris -et surtout- en matière d'hydrocarbures. L'exemple du port de Nouadhibou, principale porte d'entrée de nos importations d'hydrocarbures, suffit à illustrer les dangers que fait peser sur notre économie l'insuffisance des infrastructures. De plus, le pays ne dispose pas de stocks de sécurité pour prévenir toute rupture d'approvisionnement en hydrocarbures. A titre d'illustration, l'Union Européenne et l'AIE, conscientes des conséquences désastreuses d'une rupture d'approvisionnement imposent des stocks de sécurité de 90 jours d'importation, sur la base de la consommation de l'année civile précédente. C'est une question de souveraineté

nationale. Cette politique nécessitera naturellement des investissements lourds mais plus pertinents, plus opportuns et plus judicieux que les augmentations de salaire qui ne profitent in fine qu'aux seuls nationaux qui ont la chance d'avoir un emploi .

Par ailleurs, outre les questions liées à la souveraineté nationale et à la nécessaire pérennisation des investissements, cette politique aura pour autre vertu une meilleure répartition de la richesse et une plus efficace lutte contre la pauvreté, loin des incantations, des déclarations d'intentions et de la propagande. La politique de développement qui devra découler de cette logique de gestion exigera une plus grande implication et une plus large responsabilisation des acteurs au niveau local. Il faudra alors réaménager le territoire national en favorisant l'essor de cinq ou six Pôles Régionaux de Développement ou Pôles d'Excellence. Ils seront dotés d'une autonomie financière et d'une personnalité juridique à définir, avec de larges pouvoirs de décision. Leur constitution se fera sur la base de la convergence d'un certain nombre d'éléments dont les potentialités économiques et les spécificités culturelles, en gardant en vue l'objectif principal qui est l'épanouissement économique par l'autogestion, avec une réduction sensible de la présence de l'Etat.

Ce qu'il faut aux Mauritaniens c'est donc :

Un président, garant du bon fonctionnement des institutions, un arbitre qui fait tout faire sans jamais rien laisser faire, établissant un circuit de prise de décision clairement défini mettant la République à l'abri de l'exercice solitaire du pouvoir comme nous l'avons naguère connu. Il devra s'habiller de la tunique du pionnier bâtisseur, de la trempe de ceux ayant leur place dans les manuels d'histoire pour l'exemplarité de leur exercice, leur esprit visionnaire et leur audace, plutôt que de se contenter de remplir un mandat terne et sans relief, comme cette armée de simples gens à la poursuite d'un destin personnel. En un mot, il devra avant tout tâcher de gouverner pour essayer des choses qui marchent, non celles qui plaisent. Sinon, « les feuilles mortes se ramasseront à la pelle, les souvenirs et les regrets aussi ; et les vents du nord les emporteront dans les nuits froides de l'oubli » (Prevert)

DIAGANA Abdoulaye Cercle des Libres Penseurs France [clpmauritanie@yahoo.fr](mailto:clpmauritanie@yahoo.fr)